

## Société | Bègles : Clément Rossignol-Puech alerte sur les squats



**"Un maire en colère". C'est comme ça que s'est présenté ce matin Clément Rossignol-Puech, maire EELV de la ville de Bègles et successeur de Noël Mamère. L' élu a en effet convoqué la presse pour dénoncer la situation des migrants et des squats installés sur une commune particulièrement concernée par le problème sur le territoire de la métropole. Il a demandé à ce qu'une conférence des maires puisse avoir lieu sur le sujet pour que "chacun prenne ses responsabilités". Focus sur les raisons de cet appel du pied et les conséquences qu'il espère susciter.**

En avril dernier, la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL) révélait dans [une étude](#) l'augmentation forte des squats, friches ou bidonvilles occupés par des migrants sur l'ensemble du territoire français. Avec 13% d'augmentation par rapport à décembre 2017, la Gironde est un département particulièrement concerné par le phénomène puisqu'elle figure à la quatrième place dans le classement des départements ayant constaté l'augmentation la plus importante. La métropole de Bordeaux arrive, elle, en troisième position des métropoles les plus concernées avec 1101 personnes logées dans des squats ou bidonvilles, juste derrière Nantes (1894 personnes) et la métropole d'Aix-Marseille (1236 personnes). Au niveau des villes de la métropole, Bègles arrive en tête avec 388 personnes réparties sur 24 sites, derrière Bordeaux (374 personnes sur 32 sites), Floirac (84 personnes sur sept sites), Mérignac (79 personnes sur 12 sites) ou encore Cenon (48 personnes sur cinq sites). Des villes comme Ambarès, Le Bouscat ou Gradignan accueillent un nombre de personnes bien moins élevé que ces premières villes et ferment la marche. Ces chiffres officiels, "photographie à un instant T d'une situation qui évolue régulièrement sont contestés par plusieurs associations (notamment Médecins du Monde) qui parlent d'une sous-évaluation du nombre réel de personnes domiciliées dans des squats sur le territoire.

### "L'accueil républicain"

Ce jeudi 16 mai, par voie de presse (fait plutôt inhabituel), le maire de Bègles, Clément Rossignol-Puech, a dénoncé cette situation jugée "intenable, bien que nous soyons une ville avec une tradition d'accueil. Nous concentrons 30% des squats de la métropole alors que nous ne représentons que 4% de la population", a précisé l' élu en ouvrant son propos. "Ce que nous demandons fermement, c'est que l'État et la préfecture organisent une

conférence des maires avec les 28 maires de l'agglomération, et les présidents de la métropole, du département et de la région pour que chacun, au plus haut niveau, s'investisse personnellement dans cette cause d'accueil digne. La ville de Bègles domicilie les personnes en squat et scolarise plus de 80 enfants dans les écoles de la ville. Certains maires ne le font pas. La préfète doit rappeler les droits et devoirs des maires dans ce domaine pour que chacun prenne sa part. C'est l'accueil républicain, il faut le respecter", a affirmé le maire de Bègles.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté sur la situation. Dans un courrier daté du 22 avril adressé au Premier Ministre Edouard Philippe, Clément Rossignol-Puech émettait déjà de sérieuses réserves sur le sort des albanais en France, notamment sur l'agglomération bordelaise où la communauté est importante. "J'ai demandé à ce que l'État change sa doctrine vis-à-vis de ce pays. 10% de la population est partie du pays pour des raisons économiques, culturelles ou mafieuses. Il y a des réseaux de traite humaine qui se sont installés, des logements vides ont été squattés, les familles pensaient payer un loyer alors qu'elle alimentaient des réseaux mafieux. Il n'y a aucun outil juridique à notre disposition puisque l'État a décidé de considérer l'Albanie comme un état sûr alors qu'il ne l'est pas. Il faut que ces ressortissants puissent avoir une aide juridique". Dans son courrier, l'élue précise que la ville de Bègles "a su adapter les moyens et le fonctionnement de son Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) afin de ne pas détériorer la qualité de l'accompagnement proposé aux plus précaires domiciliés sur la commune, plus nombreux chaque année, les domiciliations ayant augmenté de 454% en quatre ans passant de 74 en 2014 à 410 en 2018".

"Nous avons de nombreux hangars et friches industrielles vides, nous sommes une ville de tradition ouvrière. Nous avons des projets urbains à venir mais en attendant leur construction, des associations militantes, qui connaissent très bien la géographie de la ville, procèdent à des ouvertures de squats", a ajouté Clément Rossignol-Puech. En octobre dernier, par exemple, une association a ouvert deux squats dans des maisons à l'abandon dans le quartier des Terres Neuves, à Bègles, pour des familles albanaises et arméniennes. En juillet, soixante-dix personnes (albanais, bulgares et kosovars) ont été évacués par les forces de l'ordre d'anciens locaux de Pôle Emploi et d'un supermarché, terrain appartenant à la Fab Bordeaux Métropole et au groupe Pichet où un incendie s'est déclaré peu après l'évacuation. Plus récemment, dans le quartier des Rives d'Arcins, l'association Dynam'eau a installé un accès à l'eau potable pour 200 personnes (dont 80 enfants) dans un squat installé sur le site d'une ancienne usine de luminaires.

## Des actions concrètes mais des moyens insuffisants

Bègles étant la commune de la métropole qui accueille le plus de réfugiés, elle est aussi celle où les expulsions sont les plus nombreuses. Face à ces situations souvent complexes à gérer, la commune tente de combler les trous. Ainsi, le maire assure avoir demandé à la préfecture de ne pas expulser les familles avec enfant avant la fin de l'année scolaire. "Nous sommes aussi en train de recenser des logements vides sur la commune pour reloger des familles avec l'aide d'associations". Il est vrai que ces dernières ont de quoi faire : il y aurait 22 473 logements vacants sur la métropole bordelaise et près de 290 000 en Nouvelle-Aquitaine selon des chiffres de 2015 publiés en juin 2018 par l'INSEE. En 2020, Bègles devrait être l'une des trois communes (aux côtés de Bordeaux et Mérignac) à mettre en place des espaces temporaires d'insertion, dont l'étude a été lancée par la métropole en 2017, à destination d'une dizaine de familles roms. La métropole a mis en place une "mission squats" à destination des publics en logement précaire et recruté cinq médiateurs pour en assurer le fonctionnement. Pour Clément Rossignol-Puech, "c'est un bon début mais ce n'est pas suffisant. J'arrive de la métropole nantaise où il existe un vrai accord des 24 maires de l'agglomération pour que ce soit une priorité. La préfecture doit nommer un sous-préfet dédié à l'habitat spécifique et à la résorption des squats et un délégué au fonds FARU (Fonds d'Aide au Relogement d'Urgence)".

Contactée, la nouvelle préfète de Gironde et de la région Nouvelle-Aquitaine, Fabienne Buccio, (par le biais de sa directrice de communication) a invoqué une période de réserve ne lui permettant pas de communiquer mais a également indiqué ne pas fermer la porte à une éventuelle réunion avec le maire de Bègles dans les semaines à venir. Ce dernier a organisé récemment une table ronde sur le sujet avec des associations et des élus locaux. Si le consensus provoqué par le besoin d'agir est clairement apparu, le manque de moyen pour mettre des actions en oeuvre a également été évoqué. Pour rappel, l'étude de la DIHAL précise que la Nouvelle-Aquitaine est à la cinquième place des régions regroupant le plus de personnes dans des squats et bidonvilles (1257 personnes et 8% des personnes recensées), derrière l'Ile-de-France (33%), la Provence-Alpes-Côte d'Azur (15 %), les Pays de la Loire, (12%) et l'Occitanie (9%), pour un total national de 13 576 personnes.



Romain Béteille

*Crédit Photo : RB*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 16/05/2019*

*[Url de cet article](#)*